

POURQUOI TANT DE MENSONGES ?

PARCE que ce parti est notre création et parce qu'il porte en lui tant d'espoirs, je m'adresse aujourd'hui aux camarades qui nous ont combattu avec le plus de violence et je leur demande amicalement, mais solennellement, de renoncer à des méthodes qui risquent, si l'on n'y prend garde, de détruire toute estime réciproque et toute fraternité de combat.

Que deux membres du bureau national aient, sans être mandatés pour cela, jugé naturel d'exercer un contrôle sur les articles qui devaient paraître dans la dernière « Tribune de discussion » et qu'ils en aient profité pour engager une polémique personnelle contre Jean Verlhac et moi-même est déjà grave en soi. Mais ce qui, est beaucoup plus grave, ce sont les accusations que ces mêmes camarades — dans leur commentaire comme dans la grosse brochure qu'ils viennent d'éditer — portent sur les thèses que nous défendons.

Une formule contestable

On peut penser ce que l'on veut du texte B et des idées qui y sont exposées. On n'a pas le droit de les déformer ainsi. Reprenons point par point ce qui a été affirmé à notre rencontre :

1. — On nous accuse de vouloir opposer la théorie d'un « troisième parti » à la perspective de l'unification socialiste. Or voici ce que nous écrivions — et nous seuls — dès le mois de septembre : « *Si nous ne déclarons pas franchement que le développement du P.S.U. se heurtera nécessairement à certains seuils, que des évolutions se feront jour au sein des partis traditionnels comme au sein des syndicats, si nous ne montrons pas notre volonté de parvenir à travers ces évolutions et les crises auxquelles elles donneront lieu à la grande organisation unifiée dont les travailleurs français ont besoin, nous restreignons singulièrement la portée et l'efficacité de notre action.* »

2. — On nous reproche de vouloir axer exclusivement le recrutement du parti en direction des « couches nouvelles » et de condamner toute politique conduisant à l'union des forces populaires. Pour justifier ces affirmations, on

présente le texte des camarades du Rhône et de l'Isère dont on ne retient que quelques phrases détachées de leur contexte, comme un texte « interprétatif » du nôtre. Or la vérité est que tout en marquant notre accord avec ces camarades sur des points essentiels, nous leur avons écrit pour leur dire que la formulation qu'ils utilisent à propos du Front populaire nous paraît contestable et pour leur préciser notre point de vue sur les fameuses « couches nouvelles ». « *Nous pensons, avons-nous indiqué, que le parti doit être attentif à tous les changements qui sont intervenus au sein de la classe des salariés et qu'il doit faire porter ses efforts en direction des travailleurs touchés par ces changements. Nous croyons cependant, pour notre part, qu'il y a une dialectique des rapports entre l'« ancien » et le « nouveau » qui nous interdit d'affirmer que l'essentiel de la lutte des classes se déroule aujourd'hui au niveau des ouvriers qualifiés, des techniciens et des cadres. D'abord parce que ces catégories sociales sont souvent les plus sensibilisées par la démagogie néo-capitaliste et qu'il importe donc d'inscrire cette lutte dans un contexte plus général, mais aussi parce que les changements intervenus dans les structures capitalistes obligent une partie de la classe ouvrière « traditionnelle » appartenant aux vieilles industries à faire preuve, elle aussi, d'un esprit de renouveau.* »

3. — On nous désigne comme « la majorité du bureau national » et on nous reproche de vouloir nous assurer le contrôle absolu du parti. En réalité, six membres (sur quatorze) du bureau national ont signé le texte B et ceux-ci ont, à de multiples reprises, proposé aux camarades de la tendance C une entente susceptible de mieux faire apparaître une large majorité. Nous pensons que si aucune majorité ne sortait du congrès, le parti en serait réduit à des combinaisons de type parlementaire groupant provisoirement tel ou tel courant, puis tel ou tel autre sans qu'on puisse jamais se référer à des opinions clairement déterminées par la base. Le résultat en serait la confusion, l'immobilisme... et le départ de nombreux militants.

4. — On nous accuse encore de soutenir le projet du futur « Sénat économique » et de vouloir

établir une politique de collaboration de classe au sein des « centres de décision ». La première affirmation est un simple mensonge. La seconde représente une déformation volontaire de ce que nous avons écrit à propos de la création par le néo-capitalisme de nouveaux centres de décision économique fonctionnant en marge du gouvernement comme du Parlement. Il ne s'agit pas de répandre l'illusion que ces centres puissent être conquis dans le cadre de la société capitaliste. Il s'agit tout simplement de souligner la nécessité de porter la contestation à tous les niveaux : de l'entreprise aux Assemblées politiques... en passant par les nouveaux éléments de pouvoir...

Une coalition malsaine

Pourquoi toutes ces contre-vérités ? Parce qu'il s'agit de dissimuler sous le voile d'une sainte indignation et par l'utilisation de véritables procédés de prestidigitacion les oppositions réelles

qui séparent les différents courants provisoirement ligüés contre la tendance B.

Nous pensons que cette coalition est une coalition malsaine, génératrice de confusion et qu'elle tend à transformer la discussion politique en une simple lutte de clans et de personnes. C'est pourquoi, au lieu de tomber dans les polémiques stériles, nous répéterons inlassablement que trois grandes questions doivent dominer le congrès.

— l'analyse du gaullisme et de ses rapports avec le néo-capitalisme ;

— la nécessité d'approfondir, à partir de cette analyse, la stratégie du Front socialiste, stratégie qui lie étroitement la perspective de l'unité à la nécessité du renouveau ;

— l'urgence de la réforme des structures et des méthodes du parti afin d'appliquer cette politique.

Ce sont sur ces trois grandes questions qu'il faut faire la lumière et dégager la majorité.

Gilles Martinet.

OU EST LA VRAIE POLITIQUE DE FRONT SOCIALISTE ?

T OUS les militants du P.S.U. déplorent la multiplicité des textes d'orientation proposés au prochain congrès. Il est vrai, en effet, que seules trois orientations semblent possibles, dont une devrait faire l'accord de la grande majorité des membres du parti : approfondir et préciser la politique de Front socialiste définie au congrès de Clichy.

Mais à cette orientation correspondent deux textes (B et C). Les signataires du texte B estiment qu'il n'existe pas d'opposition sérieuse entre ces deux textes et qu'eux-mêmes devraient rallier tous les partisans de la politique de Front socialiste. Qu'en est-il en fait ?

Certes, si l'on s'en tient aux textes eux-mêmes, les oppositions n'apparaissent pas toujours à la première lecture et l'on peut être tenté de rechercher l'unité à tout prix sur un texte aux formules séduisantes mais manquant parfois de précision. C'est une tentation que l'on doit éviter si l'on veut que ce congrès soit celui de la clarification. Pour qu'un choix clair puisse s'exprimer, il apparaît donc nécessaire de cerner les divergences pouvant exister entre les textes B et C.

Les deux textes qui recherchent l'approfondissement de la politique de Front socialiste se rejoignent dans l'affirmation qu'il faut dissiper les équivoques et définir avec précision la « raison d'être du parti ». Mais ils diffèrent tant sur ce

problème fondamental de la « raison d'être du parti » que sur la clarté avec laquelle ils définissent les positions cruciales.

La conquête du pouvoir et les « nouveaux centres de décision »

Le but du parti est la conquête du pouvoir pour la transformation socialiste de la société ; or le pouvoir n'est plus simplement le contrôle des ministères et de la majorité parlementaire ; c'est aussi le contrôle des « nouveaux centres de décision économique-politiques » (par exemple les commissions du plan).

La politique du parti doit donc se situer sur ces deux plans et posséder tant une assise de masse pour la conquête du pouvoir politique classique que des techniciens issus des « couches nouvelles » pour le contrôle de ces nouveaux centres de décision. Le texte B insiste surtout sur ces fameuses « couches nouvelles » où se recrute l'essentiel des techniciens et des cadres ; car, si l'on note en passant la nécessité de la pression des masses populaires, on ne prévoit rien pour la rendre possible et, surtout, on considère comme primordial le « noyautage » des nouveaux centres de décision économique, et ceci à l'intérieur du régime capitaliste. Deux conséquences découlent

de cette orientation :

— la tentation constante du réformisme gestionnaire, de la conquête du régime « par l'intérieur », tentation d'autant plus grave que ce sont des couches sociales relativement privilégiées qui la subissent ;

— l'indifférence à un recrutement de masse dans les classes populaires, l'essentiel étant de gagner au socialisme les classes moyennes qui, du fait de la structure actuelle de l'enseignement, fournissent l'essentiel des cadres.

Nous ne pensons évidemment pas qu'il faille négliger ces nouvelles couches et tomber ainsi dans les aberrations de la politique thorézienne qui les ignore totalement ; mais nous estimons que, pour un parti socialiste, l'essentiel reste l'assise dans la classe ouvrière, que là est le principal objectif à atteindre dans l'immédiat.

L'assise sociale du parti

Que l'on ne nous accuse pas de « procès d'intention » et de création d'oppositions artificielles : nous savons que les habiles rédacteurs du texte B l'ont fait à la fois si complet et si équivoque qu'il est impossible que chacun n'y trouve point ce qu'il y cherche ; mais il est significatif que ce sont les mêmes rédacteurs qui, dans « France Observateur », dans « Tribune Socialiste », dans les éléments de programme du C.P.N., n'ont de louanges que pour ces nouvelles couches, d'intérêt que pour ces cadres techniques « réalistes et efficaces » ; ce sont eux qui idéalisent ces catégories, apparaissant ainsi plus souvent à la remorque qu'à l'avant-garde des syndicats réformistes tels que la C.F.T.C., le C.N.J.A., l'U.N.E.F.

Le texte B, de même que l'action de la majorité sortante, fait bon marché des problèmes d'effectifs d'implantation du parti dans la classe ouvrière ; mis à part l'exemple de Decazeville, qui n'est si souvent cité que parce qu'il est exceptionnel, qu'a-t-il été fait pour se solidariser pratiquement avec les luttes quotidiennes des ouvriers ?

Quelles que soient les nouvelles structures politiques, économiques, sociales même, du néo-capitalisme français, il est un principe dont l'oubli a mené tant de mouvements socialistes à des impasses réformistes : c'est que le socialisme ne peut se faire qu'avec la participation active des couches sociales les plus intéressées à le faire, parce que les plus aliénées par le capitalisme : les ouvriers de l'industrie et éventuellement de l'agriculture.

Les auteurs du texte B veulent asseoir le P.S.U. sur des catégories qui sont au moins aussi attirées par les séductions technocratiques du pouvoir que par le socialisme et dont l'intérêt matériel et

professionnel à liquider le régime n'a rien d'évident.

Comme le texte C, le texte B prône la stratégie du Front socialiste, mais celui-ci est impossible tant que le P.S.U. reste un « petit parti », une simple force d'appoint constituée par les cadres techniques et syndicaux. Le Front socialiste se fera par le P.S.U. ou ne se fera pas ; mais il est irréalisable tant que notre ligne flottante traduit les hésitations des couches sociales qui le composent et tant que notre implantation ouvrière ne nous permet pas de dialoguer avec le P.C. dans une position d'égalité.

Faire du P.S.U. un parti ouvrier

Le texte B laisse planer une dangereuse équivoque sur toutes ces options fondamentales que sont : l'assise de classe du parti, la solidarité avec les luttes ouvrières, le danger technocratique, etc. Le texte C précise ces différents points, met bien en lumière les choix et les oppositions que le texte B préfère ignorer ; et surtout il définit les moyens de faire du P.S.U. un parti ouvrier de masse capable d'imposer au mouvement ouvrier souvent sclérosé et sans perspectives immédiates, la seule ouverture possible : le Front socialiste pour 1963.

Pour tous les militants partisans de la politique de Front socialiste, le choix est donc entre :

— le texte B, très séduisant, très complet, qui répond d'avance à toutes les critiques ; c'est par excellence un texte d'unanimité ; mais, une fois de plus, les options fondamentales y sont noyées et équivoques. Cependant, on peut en donner une définition générale : tendance à un certain néo-réformisme gestionnaire et technocratique, recherchant l'appui des classes moyennes évoluées. Le prolétariat est abandonné au P.C. puisque rien n'est défini pour l'attirer au P.S.U. Cette politique ne peut qu'accélérer cette évolution qui tend à faire du P.S.U. un petit parti d'intellectuels et de spécialistes. C'est un texte qui maintient le trouble et l'équivoque. Il ne peut que retarder la clarification et le renouveau de la politique du parti ;

— le texte C, beaucoup plus concis et sans doute moins brillant ; il ne prétend pas épuiser tous les points de vue sur tous les problèmes, ni à concilier à tout prix les tendances contradictoires en lançant à chacun les mots susceptibles de déclencher ses réflexes favorables ; il a le mérite de dégager les vrais problèmes et de mettre en évidence les véritables oppositions au lieu de les nier.

Alain Brisset, Jacky Réault,
(Fédération de Loire-Atlantique)